



Les cahiers de l'IEEESDS

JUILLET 2009 - N° 3

CAHIERS DE L'INSTITUT D'ÉTUDES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES POUR LA DÉCROISSANCE SOUTENABLE

La décroissance contre Malthus

SOMMAIRE

Page 1 : *un débat miné*, par Vincent Cheynet, **Page 5** : *Vous avez raison mais...*, par Christophe Rousseau, **Page 6** : *La maladie infantile de l'écologie*, par Bruno Clémentin, **Page 8** : *De l'humanisme à l'humicide*, par Paul Ariès, **Page 13** : *Et la femme dans tout ça ?*, par Marie Wilhem. **Page 11** : *Vivrons-nous si vieux ?*, par Marie-Rose Ragot - **Hors dossier** : **Page 14** : *La honte prométhéenne, retour sur Gunthers Anders* par Paul Ariès. **Page 16** : *Humour*, avec Nadia Djabali

Un débat miné

PAR VINCENT CHEYNET *

Pour sauver l'humanité, faut-il sacrifier ce qu'il y a d'humain en nous ?

Thomas Malthus (1766-1834) a expliqué que les territoires ont une limite dans leur « capacité de charge ». Dans ce sens, c'était un penseur rationaliste et un esprit éclairé. Malheureusement, ce pasteur anglican et économiste anglais a conjugué cette réflexion avec une pensée antisociale : les pauvres deviennent pour lui une variable d'ajustement. Le malthusianisme évoque aujourd'hui à la fois la nécessité de prendre en compte les limites écologiques et une pensée antisociale.

La pensée de Malthus a constitué une aubaine pour les détracteurs de l'écologie ou les adeptes de la croyance d'une planète aux ressources infinies ; dès qu'un écologiste réaffirme la nécessité d'intégrer les limites des ressources naturelles, il se voit aussitôt accuser, par syllogisme, de nourrir une pensée antisociale. Citons pour seul exemple Éric Le Boucher : « *Les doux militants de la "décroissance" (avez-vous remarqué comment, ces temps-ci, Malthus remplace Marx chez les idéologues ?), ces militants, donc, de moins en moins doux d'ailleurs, de plus en plus autoritaires en fait, buteront toujours sur ce fait dérangent : la première cause de la persistance des inégalités est l'absence de croissance* » (*Le Monde*, 29-10-2006). À l'image des propos de ce très orthodoxe ex-chroni-

queur économique du *Monde*, l'accusation de « malthusianisme » revient sans cesse dans la bouche des détracteurs des théories de la décroissance, de l'anti-productivisme et plus généralement de l'écologie.

Ce qualificatif infamant de « malthusien » est invoqué pour toute politique de contrôle des naissances, la plupart du temps sans discernement. Se voient ainsi ranger dans le même sac du malthusianisme, par des acteurs très différents : le gouvernement chinois et sa politique de l'enfant unique ; le planning familial et plus largement les défenseurs de la contraception ou de l'avortement ; les adeptes de l'écologie la plus profonde qui la disparition de l'espèce humaine ou sa réduction à un petit nombre est l'urgence absolue pour sauver la Terre.

Au mensuel *La Décroissance*, et dans nos publications, nous savons que ce sujet est miné. Nous nous en sommes le plus souvent sortis en affirmant que le problème n'est pas qu'il y ait trop d'humains mais trop d'automobilistes. Bien sûr, même très importante, cette réponse a ses limites. Le sujet est crucial et exige des réponses qui ne peuvent pas se satisfaire de slogans ou d'une pensée binaire.

* auteur du *Choc de la décroissance* (Seuil, 2008).

L'indifférenciation, l'incapacité au discernement, la calomnie ou encore la volonté de salir pour disqualifier un contradicteur gênant concourent à la destruction des conditions de débat et tout simplement de l'intelligence. Dans ce cas si délicat, sortir des amalgames est le préalable pour engager un débat constructif. Laissons la meute des sots et les calomniateurs aboyer.

De surcroît, nous devons avoir l'esprit que le feu nucléaire peut en quelques instants oblitérer cette question en rayant toute vie de la planète. D'autres fléaux comme une pandémie mondiale peuvent aussi agir en ce sens. Le système productiviste peut très bien engendrer sa propre perte : nous le voyons notamment avec la baisse de la fertilité masculine. À cause de la pollution, demain, serons-nous encore capables de nous reproduire ? Ce n'est pas sûr.

Une mise au point

Il n'est pas inutile de rabâcher quelques évidences, notamment pour éviter au maximum les procès en sorcellerie. Renvoyer les antiproductivistes à la décroissance de la natalité est un amalgame tout aussi fallacieux que d'accuser les partisans de la croissance de souhaiter la croissance des viols ou des cancers. En effet, parler de croissance, de développement ou de libéralisme dans un monde marqué par l'économisme (l'envahissement de toutes les dimensions sociales et humaines par l'économie), c'est évidemment les évoquer dans leur dimension économique. De la même façon, parler de « décroissance » renvoie à la « décroissance économique des pays riches ».

D'autant plus que beaucoup de partisans de la croissance économique considèrent que le problème n'est pas la croissance économique ou l'automobile mais bien la croissance démographique. *A contrario*, certains objecteurs de croissance relativisent la problématique de la croissance démographique et estiment même que la décroissance économique est la seule manière de rendre l'augmentation de la population encore possible face à la raréfaction des ressources.

La présence du psy est ici nécessaire

En fréquentant les milieux écologistes, nous croisons inévitablement les militants pour la réduction de la population humaine. Chez ceux pour lesquels ce sujet constitue la préoccupation prioritaire, il est particulièrement aisé de percevoir le caractère pathologique de leur démarche ; le plus souvent, ces militants ne peuvent pas ouvrir la bouche sans parler de cette question, souvent de façon véhémement voire violente. Leur cerveau tourne en boucle autour de cette idée. Leur expression caractérise tous les traits de la phobie sociale. Ouvrir un débat avec eux présente donc peu d'intérêt.

Nous pensons notamment à Yves Paccalet, ancien compagnon du commandant Cousteau, et à son récent livre *L'humanité disparaîtra, bon débarras !* (éditions Arthaud, 2006). L'humanité y est décrite comme une « tumeur », un « cancer », des expressions récurrentes dans la bouche des néo-malthusiens. Cet ouvrage sera même porté sur scène. Autre exemple : Thierry Sallantin, collaborateur de la version française de la revue du milliardaire anglais Teddy Goldsmith *The Ecologist*. Présenté comme « ethnologue-anthropologue », il s'exprime régulièrement

lors de colloques écologistes pour se réjouir de façon bouillante d'une possible division par six de la population humaine. Ce serait l'occasion d'« *en finir avec la civilisation* » (sic). Nous pourrions nous interroger sur la quasi-absence de réactions au sein de ces assemblées militantes face à ses déclarations enflammées. Dernier cas, en septembre 2005, *La Décroissance* alertait ses lecteurs en publiant des extraits d'un texte paru, sans mise en garde, dans un bulletin de l'Aspo (Association for Study of Peak Oil). Cette publication est observée par les gouvernements du monde entier. Selon le démographe William Stanton, la population de la Grande-Bretagne, de 60 millions d'individus actuellement, devait le plus rapidement possible revenir à 2 millions. Extrait de ce scénario fou mais présenté sans recul : « *Les arrivants non autorisés sont traités comme des criminels. L'avortement ou l'infanticide sont obligatoires si le fœtus ou le bébé s'avèrent être handicapés (la sélection darwinienne élimine les inaptes). Quand, par l'âge avancé, par un accident ou une maladie, un individu devient plus un poids qu'un bénéfice pour la société, sa vie est humainement arrêtée. L'emprisonnement est rare, remplacé par des punitions corporelles pour les petits délits et par le châtimement capital sans douleur pour les cas les plus graves (...)* Le plus grand obstacle à ce scénario est probablement la dévotion inintelligente du monde occidental pour le politiquement correct, les droits humains et le caractère sacré de la vie humaine. (...) Un autre problème probable est l'opposition résiduelle à la réduction de la population de la part des sentimentalistes et/ou des extrémistes religieux (...) Les actes de protestation violents (...) pourraient, dans un monde darwinien, attirer un châtimement capital. La réduction de la population doit être résolue pour réussir. »

L'accusation de « sensibilisme » revient d'ailleurs régulièrement dans les propos des néo-malthusiens. Revient aussi le soupçon selon lequel notre action serait menée au nom d'un déterminisme lié à une confession. Ainsi notre ami Hugues Stoeckel, ex-conseiller municipal des Verts, interpellait notre journal : « *J'ai un deuxième reproche à faire à La Décroissance, plus anecdotique, c'est sa manie récurrente de considérer la métaphore "l'humanité est un cancer pour la planète" comme un blasphème anti-humaniste. (...) Seule notre prolifération collective est ici en cause, car comme les cancers, elle risque de tuer notre substrat de vie. Et il va de soi qu'une entrée en décroissance démographique amorcerait la guérison dudit cancer. Mais peut-être Cheynet est-il chrétien et ne veut-il pas de cette décroissance-là ?* » (Reporterre.net, site du journaliste du Monde Hervé Kempf, 9-3-2009).

Répetons-le : premièrement nous sommes engagés en tant que personnes sensibles. Deuxièmement : nous n'avons pas besoin d'aller à la messe pour réprover les thèses néo-malthusiennes. En sus, ce soupçon proféré au nom de la confession supposée de personnes qui n'ont jamais fait état en public de cette dimension privée de leur existence nous semble une pratique pour le moins savonneuse... Imagine-t-on nous interpellé en écrivant : « *Mais peut-être Cheynet est-il juif ?* »... Nous nous souvenons à ce sujet des méthodes du Vert Cyril Di Méo : dans son funeste ouvrage, il était allé jusqu'à inventer une confession à Paul Ariès pour tenter de le discréditer dans un milieu qu'il sait irrégulier.

Nous pourrions multiplier les exemples, mais nous pourrions nous interroger sur une attitude inverse : pourquoi est-il si difficile d'aborder ce sujet sans pro-

1 – Voir à ce sujet l'article d'Alain Supiot dans *Le Monde* du 25-01-2008.

voquer des cris d'orfraie ? Le sujet est si sensible que nos esprits semblent prêts à le nier plutôt que de l'aborder. Les réactions sont vite viscérales. Cela est parfaitement compréhensible au vu des abîmes auxquels nous conduit cette réflexion mal appréhendée. Les exemples cités ci-dessus nous le démontrent on ne peut plus clairement. Néanmoins, le déni ouvre tout aussi sûrement la voie au pire. Il serait pour le moins paradoxal que les objecteurs de croissance, qui rappellent inlassablement les limites des ressources naturelles, adoptent tout à coup l'idée d'un monde sans limites lorsqu'ils abordent le sujet de la démographie.

Comment poser la question ?

« Le problème n'est pas de sauver ce qu'il y a d'humain en nous mais de sauver le monde y compris s'il faut sacrifier ce qu'il y a d'humain en nous », déclarait un patient du terrible professeur Foldingue dans le numéro d'avril 2009 du mensuel *La Décroissance*. La question est là : pour sauver l'humanité, faut-il sacrifier ce qu'il y a d'humain en nous ? Le débat sur le contrôle des naissances renvoie à des questions métaphysiques qui vont bien au-delà de la seule réflexion d'écologie scientifique. Ces interrogations engagent l'idée même que nous nous faisons de la condition humaine.

Le piège le plus important face à cette problématique consiste à aller chercher une réponse définitive dans le réel. Certes, la science constitue une aide pour gérer nos sociétés. Mais si nous appliquions aux sociétés humaines les lois du vivant, nous nous trouverions conduits à reproduire la loi de jungle, une perspective politique naturaliste propre au capitalisme le plus débridé. La régulation se fait alors par l'élimination des « moins aptes » ; c'est le « darwinisme social ». À l'inverse, la volonté de faire prévaloir l'égalité et la préférence aux plus faibles sont en ce sens des principes *antinaturels*. Les projets de société et de vie émancipateurs et humanistes s'inscrivent dans une perspective qui va *contre* les lois du vivant tout en exigeant le respect du vivant. La nature est ici considérée comme très importante, certes, mais devant demeurer seconde : ses « principes » ne doivent pas supplanter les valeurs humanistes.

Le débat sur la natalité nous présente deux risques majeurs : le premier est de faire un déni de l'accroissement de la population. Le second est de ne pas relativiser cette question.

Faire un déni de la problématique de la natalité

On peut tout à fait nier les problèmes que représente l'accroissement de la population. Les politiques natalistes peuvent même être des objectifs en soi. Des catholiques adeptes des « familles lapins » mais aussi des Républicains pur jus, de droite comme de gauche, et des nationalistes désireux d'engendrer de la chair à canon pour défendre « nos femmes, nos campagnes » voire étendre les frontières de notre beau pays ont été de grands défenseurs de cette idée. Paradoxalement, à long terme, les politiques natalistes aveugles à l'écologie débouchent sur la dénatalité ; le dépassement de la capacité de charge des territoires conduit à ruiner les conditions de vie des générations futures.

Néanmoins, la surpopulation est une réalité du monde contemporain ; au Bangladesh, des familles

dorment sur des rails entre le passage de deux trains. Il ne s'agit pas là que d'un problème de justice sociale mais aussi tout simplement d'espace disponible. Nous pourrions, ici aussi, multiplier les exemples. Il me sera objecté que Monaco a aussi une densité parmi les plus fortes du monde sans que personne ne dorme sur les rails de chemin de fer. C'est oublier que, contrairement au Bangladesh, la production agricole de la principauté se situe intégralement hors du territoire national. Nier cette réalité, c'est donner raison à nos adversaires malthusiens pour qui la population est le paramètre surdéterminant tous les autres. La population mondiale est passée de 1 milliard en 1800 à près de 7 milliards aujourd'hui. La courbe de cet accroissement se calque, peu ou prou, certes sur la productivité agricole, mais aussi sur le niveau de notre ponction sur les ressources naturelles et nos émissions de pollution.

Comme d'autres scientifiques, notre ami le député des Verts Yves Cochet affirme qu'il existe une corrélation directe entre l'énergie disponible sur la planète et le nombre de ses habitants. Voici deux siècles, la population humaine s'est multipliée en suivant de très près la courbe de consommation d'énergie disponible. La quantité d'énergie détermine une large part de nourriture disponible ainsi que de tous les autres services. Ce facteur pourrait échapper très largement au politique. Nous pouvons tout autant penser que c'est l'engagement de politiques productivistes qui a entraîné l'accroissement des habitants de la planète. Il est difficile de se prononcer définitivement sur cette question. Quoi qu'il en soit, des scientifiques en tirent la conclusion que, suite à la raréfaction des ressources fossiles, la quantité d'énergie disponible va se réduire, entraînant une réduction de la population humaine. On peut ne pas être d'accord avec cette thèse ; l'éliminer au motif qu'elle ne cadre pas avec nos croyances ne serait en revanche pas sérieux. Nous passerons aussi ici sur les fables des dévots de la Technoscience affirmant que celle-ci nous permettra de nous affranchir des lois de la biophysique.

Deuxième écueil : ne pas relativiser cette question

C'est ici que se pose la question fondamentale : sommes-nous prêts à tout pour survivre ? Sur une petite île près de la Nouvelle-Zélande, l'anthropologue Jared Diamond raconte que la majorité des hommes étaient émasculés pour faire baisser le taux d'agressivité dans la société. Confrontée aux limites de son territoire, cette « société première » avait trouvé cette solution pour permettre d'assurer la survie du groupe. Nous pouvons imaginer dans ce sens une perspective de médicalisation des hommes fondée sur la castration chimique. Nous en avons tous les moyens. Bref, nous pouvons pour affronter la crise écologique décider de nous affranchir de notre humanité.

Dans cette optique, de nombreuses solutions s'offrent à nous. La plus simple est de redevenir des bêtes fauves et de décider l'élimination des plus faibles en institutionnalisant plus encore la loi de la jungle. Nous sommes sur cette voie avec le capitalisme vert. Nous pouvons aussi, ce qui n'est pas exclusif, nous diriger vers le « transhumanisme », c'est-à-dire la création d'humains génétiquement modifiés pour affronter les pénuries. Nous pourrions réduire notre

masse corporelle par dix, multipliant d'autant les ressources. En effet, pourquoi pas ? Tous les délires sont ouverts si la survie de l'espèce humaine prime toute autre considération, si cette volonté de survivre à tout prix fait tomber les barrières éthiques. Parallèlement, nous pouvons imaginer la mise en place d'un gouvernement totalitaire et scientifique, lequel déciderait qui et dans quelles conditions a le droit de vivre ou non. Bref, nous pouvons faire un trait sur notre humanité pour des raisons d'écologie scientifique – une solution de facilité face aux exigences d'un débat démocratique.

La liberté ou la mort

Nos ancêtres, voici deux siècles, criaient : « La liberté ou la mort ! » Des Africains capturés pour être vendus comme esclaves aux Amériques se sont jetés dans l'Atlantique pour ne pas vivre asservis. De jeunes résistants se sont engagés au péril de leur vie pour une cause qu'ils estimaient dépasser leur propre existence. Jusque dans les camps de la mort des déportés ont tenté, non de vivre à tout prix, mais de rester humains jusqu'au cœur de la barbarie.

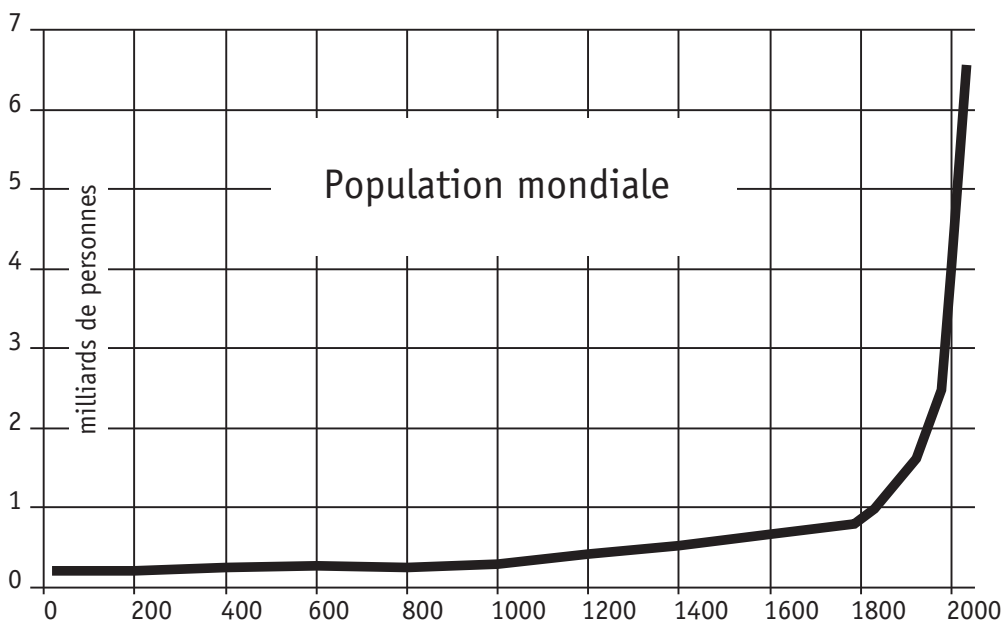
Quelle conception anachronique de l'existence face à un certain matérialisme vulgaire. C'est pourtant avec cette idée qu'il va falloir renouer : la préservation de la vie terrestre ne justifie pas tout. Des valeurs la dépassent. Nous voici renvoyés à une question de morale fondamentale. Les valeurs qui spécifient notre condition ne peuvent pas être sacrifiées au nom de la vie sur terre. Il en va de notre humanité. Certes, l'écologie est très importante, et tout doit être fait pour préserver la nature qui conditionne notre possibilité d'habiter ce monde ; en revanche, la préservation de la nature ne justifie pas le renoncement aux valeurs qui doivent présider à notre vie.

L'humain n'est pas un paramètre dont on peut disposer et que l'on peut mettre sur un même plan qu'une automobile ou même un animal. C'est même notre capacité à refuser les « indifférenciations barbares » humain/animal, adulte/enfant, mort/vivant, humain/machine ou humain/marchandise qui conditionne une bonne part de notre degré de civilisation.

Certes l'avenir sera ce que nous faisons, néanmoins, comme le dit à juste titre Bertrand Méheust dans son ouvrage *La Politique de l'oxymore* (La Découverte, 2009), l'inertie de nos sociétés est telle que même si nous décidions par miracle de changer radicalement de cap, nous n'éviterions sans doute pas le choc. Au-delà même, nous n'échapperons pas à notre condition. Nous sommes voués comme individus et comme société à disparaître. Intégrer l'idée de notre finitude est même une des conditions premières de notre émancipation. Nous nous engageons pour être des personnes dignes et constituer des sociétés libres et responsables, non pas pour nous affranchir de notre condition d'humains. Cela ne veut bien évidemment pas dire qu'il ne faut pas tout faire pour construire des sociétés les plus durables possibles, bien au contraire.

Soyons non pas pessimistes mais lucides. La réaction de notre représentation politique qui cherche à sortir de la crise en augmentant les doses de poison nous y aide. Selon un sondage publié fin mars 2009, 81 % des Français estiment que l'animateur de TF1 Nicolas Hulot, fourvoyeur de *junks* produits labellisés Ushuaïa, est la personne la mieux placée pour défendre la planète. Nous devons prendre acte de cette réalité sociale qui nous préserve de tout angélisme. Au fur et à mesure que nous allons sombrer dans la crise, ce sont ces questions existentielles qui vont se poser à nous avec toujours plus d'acuité.

La question de la « surpopulation » nous offre une opportunité de réfléchir à ces problématiques fondamentales. Elles devraient être pourtant une préoccupation constante au cœur de nos engagements. Nous martelons que nous ne sommes des objecteurs de croissance « faute de mieux » : les ressources de la planète pourraient être infinies nous serions toujours autant pour la décroissance et l'antiproduktivisme. Ces perspectives sont pour nous un chemin de notre émancipation. De même, la question morale est le cœur de notre engagement, quel que soit le contexte, dans l'harmonie relative ou en temps de crise.



Vous avez raison, mais...

PAR CHRISTOPHE ROUSSEAU *

Suite à votre éditorial « Malthus » du numéro 59 (mai 2009), j'ai eu envie de réagir car je vous trouve un peu radical dans vos critiques de ceux qui pensent que la surpopulation est un problème. Vos points de vue sont honorables, mais pour ma part, je persiste à penser que nous sommes réellement trop nombreux sur Terre. Attention, comprenons-nous bien. Je ne renie à personne le droit de vivre et de profiter pleinement de son existence. Jamais je ne pourrais supposer qu'il faille faire décroître la population sous de fallacieux prétextes eugéniques, raciaux, religieux ou autres. Je trouve cela insupportable et inacceptable. Mon propos n'a rien à voir avec une quelconque épuration qui est la solution des fanatiques et des monstres.

Mais la surpopulation n'est pas qu'un mauvais argument à opposer aux problèmes écologiques. Je pense qu'il faut voir les choses à l'inverse de la façon dont on a l'habitude de les présenter. On a tendance à dire que tous nos maux et problèmes viennent de cette surpopulation, ce qui est faux. Cela vient de l'égoïsme humain et de notre mentalité occidentale pour laquelle l'individuel et le profit sont le bon chemin à emprunter. Laisant automatiquement de côté tous ceux qui ne peuvent vivre comme nous, consommant et gaspillant les ressources de la Terre. Et malheureusement, en l'état actuel des choses, nos sociétés occidentales ne démordent pas de leur modèle libéral inique et inéquitable.

Car au final, ce système ne perpétue pas seulement l'inégalité du partage alimentaire mais génère aussi une folie productiviste qu'accroît le nombre d'individus. Dans la surpopulation, nous devons prendre en compte l'étalement inhumain des mégapoles, les ravages que l'urbanisme fait subir à la nature, la déforestation, la pêche intensive épuisant les ressources halieutiques, l'agriculture qui se fait au détriment du reste des écosystèmes, toutes les productions industrielles qui cherchent à répondre à la demande sans cesse croissante des « besoins » humains et la somme de besoins énergétiques que tout cela représente. La liste est longue, mais vous la connaissez mieux que moi.

La faute au productivisme

Je pense que la surpopulation est un facteur de nocivité général qu'induit notre mauvais système. Et en l'occurrence, tant que nous ne changeons pas notre politique productiviste, nous pouvons peut-être essayer de soulager les ravages que nous causons en en demandant moins à la Terre. À production et consommation égales par habitant, nous réduirions l'impact écologique en fonction des taux démographiques.

Et croyez-moi, je ne cherche vraiment pas à défendre ce système qui ne me convient absolument pas. Mais j'ai la très désagréable sensation de me battre contre des moulins et de n'obtenir aucun résultat tangible de changement, que ce soit matériel ou dans nos mentalités. En attendant, je ne supporte plus de voir un seul petit enfant mourir de faim au Darfour ou ailleurs par notre inconséquence. Je me dis donc que le mieux serait d'arriver à appliquer des politiques de réduction de la natalité partout sur Terre. tre nombreux multi-

plie tout de même la somme des souffrances. J'exhorte moi-même mes enfants à limiter leur progéniture future.

Si nous croyons en la catastrophe plus ou moins inéluctable à venir, c'est rendre service à beaucoup d'existences potentielles que de ne pas les faire souffrir inutilement en sursoyant à leur existence concrète. Et l'on constate d'ailleurs que d'une façon tout à fait naturelle, parmi toutes les espèces vivantes, la surpopulation crée des ravages et que des mécanismes d'autorégulation se mettent en place pour limiter l'expansion.

L'homme ne connaît pas de prédateur, à part lui-même, mais peut mettre en place des mécanismes de limitation de l'accroissement de sa population par des politiques de réduction de la natalité à long terme qui soient respectueuses des gens et de leur culture. Ça s'appelle l'éducation ! Et c'est vouloir, non seulement limiter notre nombre, mais surtout se donner la possibilité de ralentir les ravages faits sur la nature et par l'exploitation de ses ressources en attendant de trouver les politiques adaptées aux nouvelles données.

Je crois au bout du compte, dans l'argumentation de votre éditorial vilipendant ceux qui prônent une réduction de la population, que vous avez raison. Vous avez philosophiquement et moralement raison. Mais concrètement, à moins d'un changement radical, révolutionnaire et rapide, la solution de la réduction du nombre d'habitants sur Terre semble légitime et appropriée. Il nous faut des politiques volontaires, adaptées et sociales. Et pourquoi vouloir augmenter notre population alors même que nous n'avons plus rien à offrir à nos enfants ? Pour les pays industrialisés, égoïstes au point de ne pas arriver à partager le travail (chômage endémique), et pour les pays du « Sud » qui n'arrivent pas à nourrir leurs citoyens ?

Tout cela ne veut pas dire que nous devons continuer à produire et à consommer comme nous le faisons actuellement. Mes arguments ne sont pas là pour défendre notre mode de vie, que je trouve injuste et destructeur. Malheureusement, je ne crois pas en la volonté des politiques, décideurs et autres hommes de mauvaise volonté de changer notre société actuelle. C'est tragique, mais mon sentiment me pousse à croire que notre débauche continuera en l'état encore longtemps. Je préfère donc ne pas trop croire aux bonnes intentions de l'homme et limiter les ravages causés à la Terre par la limitation des naissances et donc des besoins des générations futures. Ce en quoi je suis pessimiste.

Je souhaiterais, comme vous, vivre en harmonie parmi mes frères humains mais la candeur est toujours punie par le mépris dans notre société. Je persiste à dire, puisque c'était l'argumentaire que je développais dans mon essai *À vous, les hommes de mauvaise volonté*, (disponible auprès des éditions Le Manuscrit) que c'est par un changement radical de mentalité que nous pourrions construire une société plus juste et sobre qui donnera à tous, sans exclusive, le droit de vivre en plénitude sa vie au sein d'une nature préservée. Ce en quoi nos convictions se rejoignent. CQFD.

* lecteur; Bassens (Gironde)

La maladie infantile de l'écologie

Depuis deux siècles, le « malthusianisme », malgré ses erreurs et ses fautes politiques (dont l'eugénisme), continue à assaillir certains esprits écologistes qui rêvent d'une planète propre et naturelle, débarrassée de son principal prédateur que serait l'Homme. Manque de bol, Malthus n'a pas toujours vu juste, et le débat en cache un autre : la peur du partage.

PAR BRUNO CLÉMENTIN *

Beaucoup de militants prennent plaisir à faire naître l'écologie non pas avec le créateur de ce néologisme (en allemand « *ökologie* ») Ernst Haeckel au milieu du XIX^e siècle, mais cinquante ans plus tôt, avec Thomas R. Malthus (1766-1834) et la publication de son *Essai sur le principe de population* en 1798. On peut résumer ainsi la vulgate de l'économiste anglais : une augmentation géométrique (exponentielle) de la population (par exemple : 1, 2, 4, 8, 16, 32...) alors que les ressources alimentaires augmenteront seulement de façon arithmétique (1, 2, 3, 4, 5, 6...). S'ensuivra nécessairement une quantité de population qui ne pourra pas être nourrie.

Malthus n'a pas fait naître le mot « écologie » dans sa discussion sur la quantité de ressources disponible pour une population donnée, mais plutôt le mot « malthusianisme », utilisé depuis en synonymie pour « réduction de la population ». Malthus parlait dans le chapitre 1 de *An Essay on the Principle of Population* ? (titre original) de « *la nécessité d'un contrôle (check) constant, fort et suivi, de la population en fonction des subsistances* » – sans par ailleurs donner aucune piste sur la méthode autre que la question du nombre de naissances. Ce n'est donc pas tout à fait lui rendre justice que d'oublier ce « *en fonction des subsistances* »... Mais Malthus l'a bien cherché tout de même : rappelons notamment qu'il voulait couper toutes les subventions aux miséreux, pour limiter les bouches inutiles...

C'est bien le problème de ce genre de proposition : quand on commence à traiter scientifiquement de quantités de vivant, ça finit toujours par déraiper. On finit par parler de « parc humain », et en toute bonne foi de « variable » et de « paramètre ». On additionne et surtout on retranche. Sans prévoir ni même se soucier de la façon dont cela pourrait se traduire politiquement, dont cela peut être exploité par ceux qui veulent éradiquer les malades, les mal-formés ou les pas tout à fait comme nous, par ceux qui zigouillent les populations décrétées indésirables.

Pronostic erroné

Le hic, c'est que le monde n'a pas tout à fait évolué selon la modélisation de Malthus. Peu après la publication de son essai, la transition démographique s'est enclenchée, puis la révolution industrielle. On trouve malgré tout de bons esprits toujours prêts à défendre leurs maîtres en disant que le pronostic pessimiste de Malthus est juste « *ponctuellement reporté* », mais « *structurellement juste* ». C'est comme la dictature du prolétariat, toujours reportée, jamais advenue...

Pourtant, la démographie, même dans sa partie dynamique, c'est-à-dire une évaluation « prospective », est assez simple à comprendre : une population étant la différence entre les naissances et les décès, quand

vous connaissez la part « re-productive » (combien d'adultes en âge d'avoir des enfants ?) de la population et la tendance « longue » (une vie !) de chaque être, les hypothèses sont assez restreintes et les variations, la transition démographique, se voient sur plusieurs générations.

Hormis les cas où surviendraient des catastrophes naturelles (gigantesque raz de marée ou éruption volcanique monstrueuse) ou anthropologiques (guerres et massacres, épidémies et famines provoquées), voire une guerre atomique (très à la mode dans les années 1950), peu d'événements sont en mesure d'entraîner une variation significative du nombre d'humains. À ce sujet, on notera que notre récent XX^e siècle n'a pas été chiche en la matière. Pourtant, dans les courbes démographiques, on remarque à peine les millions de morts du premier conflit mondial, augmentés de l'épidémie de grippe espagnole s'abattant sur des populations affaiblies. Puis à nouveau les dizaines et dizaines de millions de morts du second conflit mondial, augmentés du caractère génocidaire de la barbarie nazie. Plus les victimes du stalinisme, celles du maoïsme. Sans oublier les quelque trente millions de morts dus aux accidents causés par l'usage de l'automobile individuelle...

Peur de manquer

De même que Malthus publie son livre après les révolutions de la fin du XVIII^e siècle qui marquent l'arrivée fracassante des classes bourgeoises dans le destin politique et la fin de la suprématie aristocratique, de même la peur du manque réapparaît lorsque notre monde entre dans l'ère de l'abondance proclamée – *grosso modo*, vers 1972, avec le premier sommet de la Terre à Stockholm et le rapport au Club de Rome, ainsi que la publication chez Fayard du livre du médecin Paul R. Ehrlich *La Bombe P* (pour Population), double prise de conscience planétaire qu'on ne pouvait pas continuer ainsi. C'était l'une des quatre questions posées au par le Massachusetts Institute of Technology (M.I.T.), éditeur du rapport *Les Limites à la croissance* : Y en aura-t-il assez pour tout le monde ?

Cette peur de manquer n'est pas nouvelle ; il est notable qu'elle devienne visible lorsque nous vivons la multiplication par 10, 1 000 et plus de tout ce que nous produisons alors que la population n'a été multipliée que par 6 ou 7 depuis 1800, avant l'ère industrielle. Dans les données publiées entre les années 1960 et 1990, on atteint entre 9 et 10 milliards d'habitants vers la deuxième moitié du XXI^e siècle, puis une stagnation pour François Ramade (*Les Catastrophes écologiques*, Mc Graw-Hill, 1987, repris

* Président de l'Institut d'études économiques et sociales pour la décroissance soutenable (IEESDS).

dans son *Dictionnaire encyclopédique de l'écologie*, Édiscience international, 1993) ou un déclin pour Christian Godin dans *La Fin de l'humanité* (Champ Vallon, 2003). Qu'importe : la machine à penser malthusienne reste vivace. Elle se ramasse dans des injonctions du type : « S'il n'y a pas assez à manger pour tous, plutôt que d'envisager que les goinfres se restreignent, "yaka" diminuer le nombre de convives. »

Faux tabou

Régulièrement les tenants de la réduction des populations assaillent tous ceux qui se penchent sur la question écologique. Notre « entrée en décroissance » nous vaut une nouvelle volée de d'arguments malthusiens. Le mot, techniquement, est effectivement utilisé dans le sens de diminution d'une « population ». Que ce soit dans un processus chimique, physique (la décroissance de la radioactivité...) ou vivant. On trouve aussi cette notion dans le Code civil à propos de l'augmentation ou de la diminution d'un cheptel (le « croît » ou le « décroît »).

« Assaillent » n'est pas trop fort : chacun est sommé de prendre part à cet échange, souvent sous la forme d'un « Osez enfin aborder ce tabou ! » C'est pourtant depuis 1972 une tarte à la crème. Essayer de mettre un terme au débat vous vaut presque à chaque fois un tombereau d'insultes. Les assaillants sont nombreux (ce qui est un comble !). Ces militants « malthusiens » sont persuadés de détenir la vérité vraie, de ne pas se laisser manipuler ici par les curés, là par les marabouts ayant comme seul but d'augmenter leur nombre d'âmes. Aucun argument ne peut leur être opposé : ils ne veulent que le bien de l'humanité – enfin, d'une partie de l'humanité, la bonne, celle qui leur ressemble – et pour cela nous devons être moins nombreux. À partir de là seulement, on peut discuter. Si on récuse ce préambule, c'est qu'on est mou du bulbe ou sous l'emprise d'un clergé nataliste.

Peu importe que vous fassiez valoir que l'idéal de quasiment toutes les grandes religions et spiritualités est orienté vers la fin de cette « *vie de souffrances au milieu d'un océan de larmes* » que nous vaut notre pauvre corps physique. Que là, ce sont les deux fois nés qui, cherchant à atteindre le nirvana pour ne plus se ré-incarner ni évidemment se reproduire, sont considérés comme le summum de l'épopée humaine. Qu'ici, le plus haut symbole de la féminité est une... vierge et qu'un des exemples donnés fut celui du renoncement monastique. Peu importe que vous apportiez la preuve de capacités de production de biomasse suffisantes sur la planète pour nourrir de deux à trois fois notre nombre actuel d'humains. Si vous argumentez que les politiques dites antinatalistes, indiennes ou chinoises, pour prendre les plus spectaculaires, ont eu avant tout pour résultat de créer un déficit féminin : rien n'y fait. Par exemple, René Dumont, qui ne méconnaissait pas le sujet, prévoyait que les Chinois passeraient de 600 millions à un milliard, « *si les autorités chinoises ne s'en occupaient pas* », et que ce serait « *une catastrophe* » (*Seule une écologie socialiste...*, Robert Laffont, 1977) Mais, quelle qu'ait été leur « politique nataliste », les Chinois n'ont ni contenu ni même empêché un doublement de leur population de 600 millions à 1,2 milliard – et elle est en passe de tripler, étant actuellement dans les 1,5 milliard ! On comprend mieux, par cet exemple d'ampleur mondiale, qu'un volontarisme politique est faible en regard du sujet et que son résultat (ici, le déficit

féminin) peut être, lui, catastrophique socialement.

Les mots reviennent de « pullulement », « grouillement », « virus », « chancre », ou la petite histoire écœurante et cent fois racontée dans les débats de cette planète verte, pétante de santé, rencontrant la Terre, toute blanche, et lui demandant : « – Tiens, tu n'as pas l'air bien ? – Non, je suis malade, j'ai attrapé l'humanité. – Ho, t'inquiète pas, je l'ai eue, ça passe. » Il faut alors se demander si les « malthusiens » ne sont pas finalement les derniers conservateurs et, face à cette peur de manquer, quelque peu réactionnaires. Si la peur du partage ne serait pas leur ultime conviction.

Les Cahiers de l'IEESDS, un supplément encarté dans le mensuel *La Décroissance*, sous la responsabilité éditoriale de l'Institut d'études économiques et sociales pour la décroissance soutenable.

Cahiers N°3 – *La Décroissance* n°61, juillet-août 2009

Tirage : 40 200 exemplaires

Président de l'Institut d'études économiques et sociales pour la décroissance soutenable : Bruno Clémentin

Site internet : www.decroissance.org

Pour envoyer vos textes :

courriel : contact@decroissance.org

Adresse postale : IEESDS – 41, rue des Martyrs-de-Vingré 42000 Saint-Etienne.

Pour recevoir gratuitement *Les Cahiers de l'IEESDS* n°1 ou n°2, envoyez deux timbre à 0,56 centimes et votre adresse écrite très lisiblement à l'IEESDS.

SOMMAIRE DU NUMÉRO 1 (DÉCEMBRE 2006)

- *Nicolas Hulot, l'escroquerie médiatique du siècle*, par Sophie Divry.
- *Adresse aux objecteurs de croissance qui veulent faire de la politique*, par Paul Ariès.
- *Pour une décroissance civilisée*, par Vincent Cheynet.
- *La décroissance en question, abécédaire*, par l'IEESDS.
- *Historique du mot décroissance*, par l'IEESDS.

SOMMAIRE DU NUMÉRO 2 (MARS 2008)

- *Babitt ou les néobarbares*, par Alain Accardo.
- *Déconstruire, disent-ils, l'économie*, par Jean-Paul Sorg.
- *Petit manuel de décodage de la Nouvelle Droite*, par Bruno Clémentin.
- *Comment l'extrême-droite revoit et corrige la décroissance*, par Paul Ariès.
- *De la nature humaine*, réponse à Serge Latouche, par

De l'humanisme à l'humanicide

PAR PAUL ARIÈS *

Les non-dits des discours néo-malthusiens et pédophobes se révèlent clairement dans les groupuscules étatsuniens qui prônent ouvertement l'euthanasie générale de l'humanité.

Faudra-t-il demain exterminer l'espèce humaine pour préserver la Terre, ou suffira-t-il de réduire fortement la population ? Cette question est posée très sérieusement par des groupes qui ne sont plus marginaux, qui ont pignon sur rue, voire sont reconnus par certains États. Ils bénéficient parfois aux États-Unis d'un statut religieux ou éducatif. Ce discours néo-malthusien se fait pédophobe, dans le sens où il charrie la haine de l'enfant à naître ou déjà né.

On ne compte plus aujourd'hui les ouvrages expliquant les bonnes raisons de ne plus enfanter. Ce qui devrait relever du droit individuel, ne pas faire d'enfant, devient ainsi un discours politique militant, souvent agressif. Ces groupes s'auto-intoxiquent en exploitant le vieux fonds malthusien issu du XVIII^e siècle, mais ils sont plus dangereux encore dans la mesure où ils alimentent la machine à phobies. On doit donc les combattre non pas tant parce qu'ils parlent de réduire l'espèce humaine mais parce que tout leur discours tend au rabaissement de l'humain lui-même et de l'humanité.

On a toujours tort de ne pas assez prendre au sérieux tout ce qui se bricole dans les marges car, comme l'a bien montré Guy Laval dans la *Revue française de psychanalyse* de 2006, il faut d'abord de la théorie pour faire des camps de concentration ; idées folles et fausses idées meurtrières peuvent néanmoins féconder du réel. Le démographe Hervé Le Bras, peu susceptible d'être accusé de prôner des politiques natalistes, explique ce retour de la question démographique par l'effondrement du bloc soviétique et la fin de la guerre froide : « *Le démon démographique a remplacé le démon atomique, démon au sens de Maxwell ou des informaticiens, c'est-à-dire main invisible organisant et orientant tout le processus (...) Est-ce le nombre trop élevé des hommes qui entraîne le rétrécissement de la couche d'ozone et le réchauffement du climat ? Est-ce lui qui épuise les ressources naturelles et affame les plus pauvres ? (...) Comment expliquer que nombre d'organisations internationales influentes, de savants et de spécialistes reconnus apportent leur caution aux craintes que suscite la croissance de la population mondiale* » (*Les Limites de la planète*, 1994). Cette fixation sur la question démographique servirait en fait les intérêts d'un Nord opulent qui entendrait bien se passer d'un partage plus égalitaire avec le Sud.

Ce n'est pas un hasard si les États-Unis conduisent, depuis la première conférence mondiale de la Population tenue à Bucarest en 1974, un véritable « jihad » contre la « surpopulation » au nom de la défense de la croissance économique. Alors qu'elle fut, par les mêmes courants, longtemps considérée comme un avantage économique, une trop forte démographie est considérée désormais comme un obstacle au développement durable.

Ce discours pédophobe est d'abord celui des enfants de la société de consommation : une société qui choisit systématiquement de privilégier la production des

richesses économiques contre sa propre reproduction. La priorité est accordée à la consommation des objets, puis à la consommation de la nature, des autres, de soi-même et enfin de l'humanité elle-même. Face aux résistances des pays du Sud, les experts des États-Unis mettront en avant lors de la conférence mondiale du Caire de 1994 non plus le concept de surpopulation mais celui de planning familial. Bref, on ira jusqu'à mobiliser la cause des femmes au profit de ce combat.

La réalité dépasse la fiction

En 1999, Susan George, vice-présidente d'Attac, imaginait dans *Le Rapport Lugano* un groupe de travail d'une douzaine de personnalités : ces représentants de l'élite économique, politique et culturelle planétaire se trouvent réunis discrètement dans la ville de Lugano, en Suisse. Ils doivent, à la demande confidentielle des plus hautes instances mondiales, établir un rapport sur les chances de survie du système libéral. Après avoir dressé un inventaire détaillé de tout ce qui ne va pas (crise écologique, krach boursier, etc.), ils concluent que la seule solution serait de mettre en œuvre une « *stratégie de réduction de la population (SRP)* » – le capitalisme ne pouvant survivre qu'en réduisant la démographie. La seule alternative que laisse entrevoir *Le Rapport Lugano* est limpide : « *Soit nous déclarons la guerre à la pauvreté, soit nous nous retrouverons un jour en guerre contre les pauvres.* » Certains ont jugé l'essai excessif. La réalité rejoint pourtant cette fiction.

Le *New York Review of Books* de janvier 2008 s'interrogeait sur le fait que les enfants ne seraient plus à la mode (*sic*). Les chiffres montrent que le désir d'enfant chute : 21,3 % des femmes étatsuniennes ne désireraient plus enfanter. Elinor Burkett, porte-parole de cette Amérique antinataliste, s'en prend violemment aux avantages consentis par les entreprises aux parents : il faudrait en finir avec les « *discriminations positives* » en faveur des familles (crèches, écoles gratuites, allocations familiales, etc.).

Méfions-nous du piège qui consisterait à dire : puisque je suis impuissant à changer le monde, je peux déjà contribuer à réduire l'empreinte humaine en n'ayant pas ou peu d'enfants. Cette liberté individuelle (d'avoir ou pas une descendance) ne peut tenir lieu de projet politique.

Deux traditions

Les thèses antinatalistes sont vieilles comme le monde mais elles ne s'équivalent pas. Il n'y a rien de commun entre les courants malthusiens libertaires de la fin du XIX^e siècle, qui agissaient au nom de la

* Auteur de *Pour sauver la Terre, l'espèce humaine doit-elle disparaître ?* (L'Harmattan, 2003) et de *Apprendre à faire le vide* (Milan, 2009).

liberté sexuelle, et ceux qui font du « trop d'humains » la cause de tous les maux. On peut opposer deux traditions bien différentes. Premièrement celle fondée sur un désir d'émancipation et de contrôle des naissances face à un discours religieux, patriotique et économique nataliste. Nous devons dans ce domaine poursuivre sans cesse le combat pour l'égalité des sexes. Deuxièmement celle fondée sur le mépris des pauvres étendu à celui de tous les humains : le malthusianisme.

L'anarchiste Paul Robin (1837-1912) qui sera en France le meilleur artisan d'un néo-malthusianisme libertaire campe cependant entre les deux positions : il fondera en 1986 le « Mouvement pour la régénération humaine », doté de son propre journal. Paul Robin refuse la chasteté que prône Malthus et propose une sélection scientifique ou « bonne naissance » afin d'éviter de procréer au hasard (*sic*), car des gens bien nés et bien éduqués (*sic*) feraient de bons coopérateurs. D'autres courants libertaires dénonceront ces thèses et pratiques eugéniques.

Les milieux de l'écologie seront également toujours très divisés au regard de cette question, avec notamment un courant nord-américain qui, après les succès de librairie de Paul Ehrlich (*La Bombe P*, 1972), fera des émules y compris en France avec Cousteau, Bouthoul, Dumont et, plus proche de nous, Yves Cochet. Selon Jean-Paul Deleage, dans *Une histoire de l'écologie* (Seuil, 1994), ce point de vue antinataliste américain est à mettre en relation avec la conception d'une nature sauvage comme source inépuisable d'énergie vitale et de puissance pour une petite élite. Cet écologisme est souvent celui d'une nature pensée en dehors de l'humanité elle-même.

Trop ou pas assez d'humains ?

Il ne peut être question de nier la réalité de l'explosion démographique : il y a 40 000 ans, lorsque l'Homo Sapiens remplace l'homme de Néandertal, l'humanité comptait un à deux millions d'individus. Alors qu'il a fallu quatre mille ans pour le premier doublement de la population alors que quarante ans suffisent aujourd'hui. La population a dépassé les 6,5 milliards d'habitants. Elle augmentera encore d'un milliard par décennie jusqu'en 2050.

Les antinatalistes auraient donc raison ? Pas si sûr. Déjà parce qu'il n'y a pas trop d'humains mais trop d'automobilistes... c'est-à-dire que la planète peut nourrir 12 milliards d'humains mais pas avec notre mode de vie ; le problème n'est pas celui du « trop d'humains » mais celui du trop de productivisme. Ensuite parce que de nombreux travaux scientifiques dont ceux de Christian Godin (*La Fin de l'humanité*, Champ Vallon, 2003) ont montré que ces chiffres sont en trompe l'œil. La population va certes encore augmenter de 50 % dans le demi-siècle à venir, passant de 6,1 à 9,3 milliards, puis nous devrions connaître une stabilisation entre 10 et 12 milliards, avant que la mondialisation des taux de fécondité de l'Occident (1,4 enfant par femme) ne conduise, si rien ne change dans notre mode de vie, à ce que l'espèce humaine disparaisse vers 2400... Dans ce domaine particulièrement vital, cette thèse souligne que la société de consommation conduit à choisir la production des richesses économiques avant même notre propre reproduction...

Désaccord politique

La thèse néo-malthusienne (ou populationniste) ne doit cependant pas être combattue parce qu'elle serait fautive scientifiquement mais parce qu'elle charrie politiquement des leçons inacceptables. Inacceptable est en effet l'idée que les guerres seraient dues au « trop de population ». Elle justifie l'idée d'un « espace vital » et confond « surpeuplement » – le rapport objectif entre la population et les ressources – et « surpopulation », qui relève d'une psychose. Les Pays-Bas sont l'un des pays les plus peuplés au monde, bien loin devant l'Inde ou le Bangladesh, mais ils ne souffrent pas de surpeuplement, pas plus que le Vatican. Comme le dit Christian Godin, « *c'est le nombre des miséreux et pas celui des hommes qui fait de Bombay une ville surpeuplée* ».

Inacceptable est aussi l'idée que l'immigration serait due au « trop d'humains » alors qu'elle s'explique par la logique du capitalisme mondialiste, par la toujours plus grande spoliation des richesses par une infime minorité. Nous aurions tort cependant de ne pas relire véritablement Thomas R. Malthus (1766-1834) qui demeure mal connu. L'économiste et pasteur n'explique pas seulement que la population augmenterait plus vite que les ressources – ce qui s'est révélé faux sur le strict plan des faits au cours du XX^e siècle, même si les conditions de cet enrichissement ont causé la dévastation planétaire. Il recommande aussi, face au développement des aides sociales, de cesser d'aider les pauvres et de consacrer l'essentiel des richesses à la production de biens de luxe (*sic*). Malthus présente finalement, selon la formule de Roger Dangeville dans son commentaire du texte de Marx et Engels *Critique de Malthus* (Maspéro, 1978) comme « en trop » ceux qui produisent les richesses matérielles et comme primordiaux les « jouisseurs » et les « oisifs ». Ce n'est pas par hasard que les deux frères ennemis Proudhon et Marx feront pour une fois chorus contre ce « diable noir » Malthus érigé en adversaire des gueux et ami des puissants. Penser en termes populationnistes, c'est naturaliser ce que nos sociétés ont créé ? Comme si la population était séparable de son mode de vie, comme si 10 milliards de Papous équivalaient à 10 milliards d'Occidentaux dopés à la croissance folle. Cette notion est autant un mot poison que celle de croissance ou de progrès.

Ce qui est nouveau c'est qu'avec l'accentuation du capitalisme et de la mondialisation, *cette haine du pauvre s'est métamorphosée en haine des humains*. Le malthusianisme d'antan a engendré un néo-malthusianisme qui cohabite aujourd'hui avec le trans- ou post-humanisme. Ce néo-malthusianisme a un champ d'action plus large mais il s'avère bien moins honnête : il n'ose plus dire comme Malthus *par qui* il faudrait commencer à réduire la population. Cette haine des humains est aussi visible dans les projets du courant dit des « transhumains ». Ce passage vers une post-humanité concernera-t-il tous les humains ou seulement une élite ? Comment imaginer par exemple transporter sur une autre planète 6 milliards d'humains ? J'en suis convaincu : ce système productiviste poussera à sacrifier une fraction de l'humanité. On le voit déjà avec les agrocarburants ou la répartition inégalitaire de l'accès à l'eau. Ce qui est particulièrement inquiétant, c'est qu'il n'existe plus aujourd'hui de frontière très nette entre les lobbys néo-malthusiens « recommandables » et les délires

des groupes humanicides, dont nous pouvons faire un rapide panorama.

Des rentiers du révérend Malthus aux fous de Gaïa

L'International Society of Malthus fait figure de vitrine sage et officielle du mouvement. Elle a été créée par Ronald Bleier pour réhabiliter Thomas Malthus et mettre en réseau tous les auteurs qui partagent ces thèses. Elle ne recule pas cependant devant des voisinages douteux – ainsi lorsqu'elle incite à visiter les sites Internet de l'Église d'Euthanasia ou du Mouvement pour l'extinction volontaire de l'espèce humaine (VHEM) !

On peut citer aussi Population Connection, plus connue sous son nom ancien de ZPG (Zero Population Growth), qui bénéficie du statut d'association éducative, ce qui lui permet d'intervenir auprès des publics scolaires aux États-Unis. Leurs textes expliquent tous les maux sociaux, écologiques ou militaires par le trop de population et exonèrent le système économique de toute responsabilité, préférant reporter la culpabilité sur l'humanité en général. Le ZPG est le chantre de l'enfant unique. Son ancien dirigeant, Richard M. Bowers, est devenu le patron du GRB (« Accouchement globalement responsable »), groupe qui s'est donné une forme religieuse ; cela lui permet d'être reconnu et de donner une dimension sacrée aux thèses de Malthus, avec grands prêtres, rituels et codes. Tout son programme « religieux » tient en un seul objectif : faire de chaque naissance un véritable *malheur* pour les parents et l'humanité. Le GRB a largement contribué à populariser la notion de « *birth-free* » (« être libre de naissance »). Son programme prévoit l'interdiction d'accoucher pour les femmes célibataires, la stérilisation des hommes déjà pères d'un enfant, des avantages sociaux pour les seules personnes sans enfant, la suppression de toutes aides aux familles, etc. Richard M. Bowers dit désapprouver les moyens préconisés par l'Église d'Euthanasia mais déclare son accord avec ses buts.

L'Église d'Euthanasia est le groupe le plus offensif doté, lui aussi, d'une forme religieuse. Elle est dirigée par le révérend Chrissy Korda, un artiste transsexuel qui clame le devoir de se suicider : « Économisez la planète, suicidez-vous ! » Elle explique comment réussir son suicide. L'humanité serait, d'ailleurs, une créature fétide et putréfiée (*sic*). Ce discours anti-humain cache en fait un véritable programme politique : refus de l'immigration, refus des aides sociales, etc.

Le VHEM (Mouvement pour l'extinction volontaire de l'espèce humaine) possède sa propre structure, sa propre presse, ses propres porte-parole : il prône, toujours sur la base du volontariat, une véritable extinction de l'humanité conçue comme un cancer. Ses provocations masquent là encore un projet politique très marqué, avec le refus de l'État social, de toutes formes de solidarité envers les pauvres (individus ou peuples), la haine de la condition parentale, le désir de profiter au maximum de la vie et de mourir sans descendance. Ce type de discours est en phase avec celui de notre société : Jouissez sans entraves et notamment sans vous soucier de l'humanité future.

Dernier avatar : le Front de libération de Gaïa (FLG), qui entend agir pour la « libération » de la Terre. Le FLG n'exclut, lui, contrairement au VHEM avec

lequel il est en relation, aucun moyen d'action. Il étudie savamment l'efficacité des guerres, des virus, de la famine, de génocides ciblés, etc. Ces ultras se défendent de trahir leurs idéaux en ne se suicidant pas, car le « bien » qu'ils feraient en prônant l'extinction humaine serait supérieur au « mal » qu'ils commettraient en restant vivants...

Solutions autoritaires

Entendons-nous bien : ces groupes ne sont pas tant dangereux parce qu'ils fantasment sur l'élimination des humains mais parce qu'ils ont pour objectif de *désacraliser l'humanité*. Notre société s'y entend aussi fort bien pour sacrifier ceux qu'elle considère comme surnuméraires, en répandant dans le monde des famines, en brevetant les médicaments, en emprisonnant les pauvres... Ce masque anti-humain sert en fait à passer en contrebande des thèses antisociales et antidémocratiques. Elles préparent le recours à des solutions autoritaires. Elles créent un pont entre l'éco-fascisme et le techno-productivisme. Elles détournent les militants égarés des vrais combats : en finir avec la domination des uns sur les autres et de tous sur la planète. Ces groupes pédophobes font l'impasse sur les grands enjeux du moment : comment apprendre à se nourrir autrement pour se nourrir tous, comment se soigner autrement pour se soigner tous, ou, selon le mot de Gandhi, comment « vivre simplement pour que d'autres puissent simplement vivre ».

Vivrons-nous si vieux ?

PAR ROSE-MARIE RAGOT *

Je viens de lire la chronique de Jacques Testart dans *La Décroissance* n°60 : « la décroissance doit-elle être démographique ? ». La question du vieillissement de la population n'est pas nouvelle. Déjà au XIX^e siècle, les démographes ont tiré la sonnette d'alarme sur le vieillissement de la population et la charge que cela pourrait représenter pour les populations plus jeunes, obligées de nourrir leurs vieux parents décrépits. Il faut dire, à leur décharge, qu'à l'époque les conditions de vie n'étaient pas celles d'aujourd'hui et qu'on était considéré vieux à 50 ans.

Plus tard au début du XX^e siècle, avec les découvertes scientifiques sur les maladies infectieuses et la prise de conscience du rôle pathogène des bactéries et des conditions de vie, s'est développé un courant hygiéniste. C'est aussi la période de la découverte de l'hérédité de caractères suite aux premiers travaux génétiques de Mendel. C'est dans ce contexte qu'un médecin français, prix Nobel de médecine, Alexis Carel, a proposé une solution à la « dégénérescence de la race », liée aux maladies chroniques, vieillards séniles, fous et autres déments. C'est une idée qu'il partageait avec d'autres scientifiques de son époque, dont Thomas Edison. Celui-ci avait calculé, que compte tenu de la prévalence de la surdité aux États-Unis, tous les Américains devraient devenir sourds au bout d'un siècle. Il était donc licite, afin de protéger la population de ce grave handicap, de supprimer tous les sourds.

Alexis Carel avait proposé d'utiliser un outil moderne et scientifique, permettant de traiter de façon hygiénique et à grande échelle un grand nombre de personnes. Il suffisait pour cela d'inventer des chambres à gaz. Plus tard les Allemands, en bons techniciens, ont pu fabriquer des prototypes, puis les faire fonctionner à grande échelle. Les premiers résultats, utilisés sur les vieillards, els fous et autres malades s'étant révélés parfaitement au point.

Prétendue loi de la jungle

On peut se poser la question de la longévité humaine et du bien-fondé de la médecine. Après tout, pourquoi ne pas laisser mourir les gens, au lieu de les traiter, effectuant ainsi une sélection naturelle entre les plus

faibles et les plus forts, répondant ainsi à une prétendue loi de la jungle, qui serait la loi du plus fort, logique dans une société de compétition. C'est malheureusement oublier que l'élément essentiel du monde vivant n'est pas la compétition mais la collaboration et ce n'est pas les exemples qui manquent dans la nature, des hérons garde-bœuf aux bactéries intégrées à nos cellules nous permettant de fabriquer de l'énergie.

Il y a bien des fantasmes liés au vieillissement, d'abord celui d'une longévité exceptionnelle. Le professeur Françoise De Forette nous dit que nous vivrons bientôt 120 ans. C'est oublier que la longévité exceptionnelle des générations actuelles tient à la fois à un mode de vie très sain (ils sont nés à une époque où la voiture était limitée à une élite et où tout était bio), associée à une amélioration des conditions de vie, mais aussi aux conditions sociales, qui sont un déterminant souvent oublié (congés payés, retraite, sécurité sociale). Cette génération a pu nous montrer que l'on pouvait vivre longtemps, dans des conditions confortables, car pour l'instant, vieillir, c'est tout ce qu'on a trouvé de mieux pour vivre longtemps.

Contrairement à ce que semble penser Mme De Forette, mais aussi M. Testart, nous n'atteindrons pas 120 ou 130 ans, car chaque espèce est programmée pour une longévité maximum : environ 25 ans chez le cheval, 100 chez l'homme, beaucoup plus chez la tortue.

La question démographique pourrait bien se régler d'elle-même, car en matière de santé comme pour le reste, tous les voyants sont au rouge : augmentation des diabètes, obésité, cancers, maladies neurologiques, allergies, souffrance psychique, stérilité. L'espérance de vie pourrait bien baisser au lieu d'augmenter. C'est en tout cas ce que nous dit Claude Aubart, agronome, dans un de ses derniers ouvrages, *Espérance de vie, la fin des illusions* (Terre Vivante, 2006). Le monde industriel, mais aussi la société de compétition dans laquelle nous vivons crée un univers de moins en moins favorable au vivant. L'avenir est peut-être aux scorpions, qui ont un A.D.N. particulièrement résistants aux radiations.

*lectrice, médecin gériatre, Le Palais (Morbihan)

Jacques Testart : Je comprends bien et je partage les principes qu'expose cette lectrice, en particulier sur la dignité des vieillards et l'absurdité de la compétition, comme je crois aussi que l'accroissement de la longévité doit davantage au progrès social, et un peu technique (le savon, l'eau de javel...) qu'au progrès proprement médical. Je connais aussi l'histoire abjecte de l'eugénisme dont « notre » double Nobel, Alexis Carrel fut un champion (voir mon bouquin *Le désir du gène*, Flammarion, 1992). Ce qui est en jeu ce n'est pas l'euthanasie obligatoire mais la pertinence des recherches qui tentent de dépasser les limites de l'espèce. Je veux bien croire que nous sommes programmés pour 100 ans et cela me semble suffisant, non pour la durée vécue (100 ou 1000 ans, le choix n'aurait pas de sens) mais pour la qualité de vie des vieillards... et des autres. Qu'en serait-il d'un cheval de 40 ans ? Or c'est seulement chez l'homme qu'on prépare une longévité au delà du raisonnable, c'est-à-dire que ces survivants mèneraient une vie tellement artificielle, à coups de greffes, prothèses, stimulateurs, hormones... qu'ils ne trouveraient pas la place heureusement réservée aux aïeux depuis toujours. Savoir si ce temps viendra est bien sûr incertain (alors que l'apogée de la population à moins de 10 milliards, sujet de l'article incriminé, passe pour une certitude) mais il est sûr que la biomédecine y consacre des moyens de recherche, peut-être en utilisant le gène du scorpion ! C'est à ce niveau qu'on peut agir, évidemment pas en réglant le sort des plus que centenaires...

Et la femme dans tout ça ?

PAR MARIE WILHEM *

Si faire des enfants n'était pas un vecteur de reconnaissance sociale, comme aujourd'hui, ni une faute, comme le pensent les malthusiens, mais juste une possibilité libre, que feraient les femmes ? Il est frappant de voir que dans le domaine de la démographie, ce sont surtout les hommes qui parlent.

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt trois articles de ce cahier. Et mon objectif n'est pas de les contrecarrer mais sans doute de les enrichir d'un point de vue féminin. Je ne les contrecarrerais certainement pas car je suis avant tout une citoyenne qui a doucement avancé sur le chemin des idées défendues dans le journal *La Décroissance* avant d'y adhérer pratiquement sans réserve. Je suis donc comme Paul Ariès, Vincent Cheynet et Bruno Clémentin, horrifiée par les thèses de tous ces bonshommes qui, ces deux derniers siècles, ont fait de la démographie la variable ajustable venant à l'appui de leur vision du monde et de l'humanité. Je suis comme eux convaincue que vivre en humain c'est avant tout avoir le respect de la vie humaine où qu'elle éclore. Je suis comme eux convaincue par conséquent que le problème n'est certainement pas de diminuer autoritairement ou par des incitations et des pressions le nombre d'êtres humains, en se focalisant au premier chef sur les pauvres, mais de mener le combat qui conduira à un juste partage des ressources.

Ceci étant dit, et j'espère bien établi, je suis quand même frappée par le fait que sur vingt-trois penseurs ou personnalités apparaissant dans les trois articles, je ne trouve qu'une femme : Susan George, vice-présidente d'Attac, citée par Paul Ariès pour un essai de fiction politico-démographique largement rejoint par le réel. Puis-je en conclure que théoriser la démographie est une affaire d'hommes ? Je ne connais rien, ou presque, à la démographie et encore moins à l'exercice consistant à en faire une variable politique et/ou économique. Mais j'aurais quand même tendance à penser que, dans ce domaine comme dans bien d'autres, ces dames sont réduites à la portion congrue, trop occupées qu'elles sont à faire des mômes ou à n'en pas faire, suivant les traditions, orientations ou obligations concoctées à leur usage...

Moi la première !

Je suis, en effet, femme, occidentale, mère de trois jeunes prédateurs et... catholique quoique relativement libérée de certaines des « valeurs » qui ont baigné mon enfance et ma jeunesse. Parmi ces « valeurs », et à côté d'autres auxquelles je suis restée fidèle, il y avait la conviction que mon bonheur passerait forcément par le mariage et la fondation d'une famille si possible nombreuse.

Une question me taraude, et pas depuis cinq minutes : suis-je aussi manipulable que cela ? Aurais-je, avec autant d'enthousiasme que j'en eus à enfanter, refusé de faire des enfants si j'étais issue d'une famille libertaire de gauche prônant l'émancipation des femmes et leur « épanouissement » personnel ? Suis-je à ce point, et pour des décisions aussi importantes que donner ou non la vie, tributaire des pressions de mon entourage et plus avant de mon pays ?

La réponse est, sans équivoque, oui... oui absolu-

ment. Et visiblement, je ne suis pas la seule ! Ce qui à la fois me rassure et m'effraie. Que vois-je autour de moi ?

Kinder, Kirsche, Küche

Il se trouve que je connais pas mal d'Allemands. Et je constate que toutes mes amies, de Berlin, de Francfort, de Wiesbaden ou de Düsseldorf, ont eu au maximum deux enfants. Je constate également que les Allemands ont, sans souci, élu à leur tête une chancelière divorcée et sans enfants, signe parmi d'autres tendant à montrer qu'en Allemagne, mieux vaut, pour être respectée, éviter de trop « lapiner », pour employer une expression méprisante chère aux adeptes de la maîtrise des naissances. Or, je sais bien que cet état d'esprit largement partagé de l'autre côté du Rhin est la conséquence de l'absence de politique nataliste gouvernementale depuis la Seconde Guerre mondiale, à mettre sans doute sur le compte d'une réaction aux trois K nés des fantasmes hitlériens imposés aux femmes (Kinder, Kirsche, Küche – enfant, église, cuisine).

Et en France ? Les amies de ma génération ont deux ou trois enfants pour la plupart, et parfois plus. Et je suis bien obligée de reconnaître qu'elles doivent ces familles aux efforts de plusieurs décennies de gouvernements de tous bords qui ont beaucoup fait pour rendre compatibles le maintien d'une natalité forte et l'émancipation des femmes, entendue comme la possibilité pour elles de se « libérer » en travaillant.

Je constate aussi que dans mon pays, une femme qui n'a pas eu d'enfants provoque presque à coup sûr les chuchotements compassionnels des autres femmes, convaincues que les malheureuses de son espèce ne sont pas complètement abouties et sont forcément frustrées. J'ai moi-même encore ce réflexe parfois, ce qui ne me surprend pas plus que cela : on ne déracine pas, du jour au lendemain, ce qu'on croit être une vérité indubitable depuis l'enfance.

Je ne me plains pas, allez ! J'aurais pu naître en Roumanie et supporter les objectifs mégalomaniaques d'un Ceausescu. J'aurais pu être contrainte avec toute une génération de Roumaines à aller chaque mois au commissariat montrer mon vagin à une bande de flics lubriques chargés de vérifier que je ne portais pas de stérilet.

J'aurais pu naître en Chine et être obligée par mon mari et ma belle-mère au meurtre de ma petite fille, dans l'espoir que la prochaine grossesse donnerait enfin naissance au garçon tant attendu.

J'aurais pu naître au Burkina Faso et ne commencer à exister et à avoir droit au respect des hommes et des

*Agréée d'histoire, co-rédactrice de la « chronique de La Madelon »

vieilles que le jour où j'aurais enfin donné naissance à un fils. Je parle du Burkina car j'y ai eu une amie très chère, morte depuis du sida que lui a inoculé son mari, qui m'a dit un jour : « Marie, tu es un modèle pour moi. Moi aussi j'espère être mère de trois fils et gagner ainsi le respect de ma famille. » Mais je suppose que ce genre de respect lié aux fruits de mes entrailles serait le même dans un paquet de pays encore très influencés par de séculaires et patriarcales traditions.

En bref, de quelque côté que je me tourne, je vois ici des traditions séculaires, là des choix économiques savamment pesés, ailleurs les contraintes délirantes de tel ou tel dictateur et partout, des femmes qui suivent les courants imposés par le poids de l'histoire ou de thèses récentes (j'entends par là de moins de deux siècles).

Que feraient-elles si ?

Existe-t-il quelque part une terre, un pays, une société, dans lesquels les jeunes femmes en âge d'enfanter disposent librement, sans contrainte politique ni schéma mental inculqué dès l'enfance, de leur ventre et de ses capacités ? Je ne vois pas. Et alors ? Alors... Je vais faire le coup du rêve. « J'ai un rêve... »

On vivrait dans un monde où les pipelettes s'agitant autour des ventres des femmes seraient baïllonnées.

On vivrait dans un monde où les imams, les rabbins et les prêtres se contenteraient de lire leurs livres saints et n'en profiteraient jamais, s'interdiraient même d'en profiter pour se mêler des affaires privées des hommes, et en particulier de ce qui relève de la plus stricte intimité : l'amour et ses fruits.

On vivrait dans un monde où cette bande de messieurs qui se répand à coups de traités, essais et polémiques en tous genres sur la façon dont les femmes doivent user ou non de leur capacité à enfanter, serait interdite de publication, d'antenne, de plateaux TV et de shows de toute sorte.

On vivrait dans un monde où Malthus et ses émules n'auraient pas existé, n'existeraient pas ou, au moins, fermeraient leur clapet.

On vivrait dans un monde où les ventres des femmes seraient visibles, acceptés, regardés en face, qu'ils donnent ou non la vie, et ne disparaîtraient pas derrière de savants pourcentages, des courbes, des projections, des paramètres, des variables, de vastes théories tournant autour de l'humanisme ou de son déni, et masquant, en fait... qui sait, une volonté d'asservir, de juguler, d'instrumentaliser cet énorme pouvoir que chaque femme porte au fond de son utérus.

On vivrait dans un monde où les sociétés de tous bords décideraient de faire une trêve, de mettre entre parenthèses croyances, traditions ou projections socio-économiques pour juste faire confiance aux femmes, sans jugement aucun du choix qu'elles feraient d'enfanter ou de n'en rien faire.

On vivrait dans un monde où les hommes accepteraient d'être spectateurs des décisions des femmes dans ce domaine, et feraient seulement le nécessaire, partout où des enfants viendraient au monde, afin qu'ils aient de quoi grandir et se développer harmonieusement grâce à un partage juste des ressources mondiales.

Et on verrait ce qui se passerait. Que feraient les femmes si, du jour au lendemain, la décision d'enfan-

ter ou non n'avait plus de conséquences sur leur statut, le respect qu'on leur porte ou non, la place qu'on leur accorde ou non ? Que feraient les Burkinabaises, les Américaines, les Allemandes, les Françaises, les Marocaines, les Maliennes, les Chinoises... si, tout soudain, enfanter ou non ne dépendait plus que d'elles seules et non de la pression sociale ?

Je n'en sais rien. Mais j'ai comme une intuition : elles n'en feraient pas tant que cela, des mômes, si, du jour au lendemain, elles n'étaient plus contraintes de tomber enceintes, encore et encore jusqu'à la naissance du fils espéré. Elles n'en feraient pas tant que cela des mômes, si elles savaient que chaque enfant venant au monde allait être considéré comme un être précieux... et soigné, nourri, instruit, entouré des soins attentifs d'une médecine efficiente à la portée de toute l'humanité et le conduisant forcément intact à l'âge d'homme.

Je ne peux pas le prouver mais je crois cela. Je crois que si on fichait la paix aux femmes tout en les protégeant, elles et leur progéniture, la population mondiale se stabiliserait très vite et rendrait caducs les débats autour du « problème » de la surpopulation.

Parce que, franchement, enchaîner grossesses et douleurs de l'accouchement, soucis d'enfants laissés la plupart du temps, et dans une grande partie du monde, sous leur seule responsabilité, je ne suis pas certaine qu'elles en soient enchantées, les femmes.

Alors, si demain, elles pouvaient être respectées sans avoir pour cela à faire au moins un fils, si elles pouvaient être reconnues comme personnes entières et respectables, même en l'absence de progéniture, je ne pense pas que les femmes courraient tant que cela après la mise au monde d'une palanquée de gosses. En tout cas, l'absence d'enjeu changerait sûrement la donne.

Certaines, très maternelles, continueraient sans doute à « lapiner » avec bonheur, d'autres au contraire verraient s'éloigner la corvée avec soulagement et Dieu sait si nous n'arriverions pas ainsi tout simplement, tout naturellement, à un équilibre. En tout cas, impossible d'affirmer le contraire tant que nous n'aurons pas fait l'essai ! Par conséquent, je crois que le premier combat à mener n'est pas celui d'une politique des naissances nataliste ou non, c'est celui des femmes et de la domination qu'elles subissent à peu près partout. Je rejoins donc la conclusion de Paul Ariès : « *En finir avec la domination des uns sur les autres et de tous sur la planète* », le voilà, le vrai combat.

La honte prométhéenne

PAR PAUL ARIÈS

Ce que nous apprend la lecture de Günther Anders. Un demi-siècle après sa rédaction, un texte de l'intellectuel allemand est enfin traduit en France. Ce critique de la Technique est d'une actualité brûlante et nous montre que la décroissance n'est pas née de rien.

Nous sous-estimons gravement les « vertiges de la technoscience », pour reprendre le titre de l'ouvrage de Bernadette Bensaude-Vincent. Si l'objectif est bien de « façonner le monde atome par atome » depuis le lancement de la « national nano-initiative » par les États-Unis en 1999, il faut bien admettre que nos outils critiques sont en retard... d'une bonne guerre.

Nous ne pourrions pas tenter de résister à cette volonté de maîtrise absolue de la matière et d'adaptation de la planète et des humains aux besoins du productivisme tant que nous resterons incapables d'imaginer même ce monde en gestation.

Nous ne parvenons pas à croire à ce que nous disons sur l'accélération brutale de l'histoire sous l'impulsion du nouveau complexe technoscientiste. Les objecteurs de croissance campent sur deux positions bien tranchées. Certains sont dans l'attente d'un grand effondrement brutal qui ouvrirait la possibilité d'un retour au passé pour tenter de sauver ce qui pourrait l'être. D'autres sont davantage tourmentés par la perspective d'une fuite en avant qui marquerait définitivement la fin de la nature et le passage vers une posthumanité.

Nous sommes certes tous convaincus que ce système nous conduit droit dans le mur mais soit nous nous écraserons dans ce mur, soit le système trouvera le moyen de sauter par-dessus, au prix dans ce second cas d'une barbarie pire encore. Les objecteurs de croissance doivent donc avoir le nez sur le guidon pour ne pas se laisser distancer par les savants fous, et prendre du recul aussi pour comprendre ce qui nous arrive.

Héritage

La lecture des travaux de Günther Anders (1902-1992) peut aider à prendre cette hauteur nécessaire : ce savant allemand qui a toujours refusé le titre de philosophe fut l'élève d'Edmund Husserl et de Heidegger, fut proche d'Ernst Bloch (père du « principe Espérance ») et de Hans Jonas (père du « principe Responsabilité ») ainsi que de Walter Benjamin et de Herbert Marcuse. Époux de Hannah Arendt (de 1929 à 1937), il était un marxiste hétérodoxe foncièrement antiproductiviste. *L'Obsolescence de l'homme* écrit par Günther Anders en 1956 et paru en France seulement en 2002* réunit quatre textes. Nous retiendrons ici le deuxième intitulé, « *Sur la honte prométhéenne* », thème aujourd'hui largement oublié malgré sa totale actualité.

Anders n'entretient en effet aucune illusion sur le caractère prétendument émancipateur de la technique : il ne croit pas qu'il soit possible d'humaniser ce que nous nommons la technoscience. Son éditeur, L'Encyclopédie des nuisances, a raison de préciser qu'il ne s'agit pas d'un précurseur proposant une critique inachevée qu'il resterait à enrichir. Son propos n'est pas de tenir un plaidoyer pour « un monde plus humain » mais d'imaginer ce qui serait indispensable

pour que ce monde puisse « tout simplement continuer d'exister ». Lire Anders aujourd'hui, plus d'un demi-siècle après qu'il a écrit, c'est se précipiter dans le futur ; c'est prendre conscience aussi que la décroissance n'est pas née de rien et que nous assumons notre héritage. On peut résumer l'œuvre de Günther Anders à travers ses trois thèses fondamentales : nous ne sommes pas de taille à nous mesurer à la perfection de nos produits, ce que nous produisons excède notre capacité de représentation et notre responsabilité, nous ne croyons pas ce que nous savons car nous avons été rendus incapables de voir l'apocalypse qui vient.


La honte du ventre

La « honte prométhéenne » est cette honte qui s'empare de l'homme devant l'humiliante perfection des choses qu'il a lui-même fabriquées, notamment les instruments perfectionnés. Cette honte face au système des objets prendrait plusieurs formes, dont la honte d'être né plutôt que d'être fabriqué : par son origine l'homme serait nativement inférieur aux objets. Cette honte serait celle de devoir sa propre existence au hasard, à ce processus aveugle, non calculé et ancestral de la procréation et de la naissance plutôt qu'à la maîtrise. Ce déshonneur tiendrait déjà au fait qu'il s'agit d'une naissance et non d'une production planifiée et rationnelle. Cette honte d'être « devenu » plutôt que d'être « fabriqué » nourrirait déjà les stratégies dont parlent aujourd'hui Jacques Testart et son équipe dans *Le Magasin des enfants* (Gallimard Folio, 1994) mais aussi les fantasmes sur les utérus machiniques, les « humains génétiquement modifiés », la pratique bien réelle et déjà programmée du tri des embryons. Cette honte due au caractère obsolète de notre origine déboucherait sur la honte du résultat. L'humain se saurait imparfait : ses faiblesses lui deviendraient littéralement insupportables.

Anders insiste sur le fait que cette notion de honte prométhéenne n'est en rien une métaphore. L'humain que nous sommes a véritablement honte de sa condition humaine et développe des stratégies de refoulement, de contournement et, de plus en plus, de « désespècement ». Cette honte se cacherait par exemple sous la figure du self-made-man, c'est-à-dire celle d'un être devenu « produit » puisque capable de se fabriquer lui-même. Cet être autoconstruit qui ne supporterait plus le fait de ne pas avoir été fabriqué ne tolérerait pas davantage que la nature échappe à cette fabrication artificielle (OGM, enfouissement de la nature, etc.). Cet être autosuffisant considère l'homme non fabriqué comme inférieur à ses produits.

La « honte prométhéenne » d'Anders dépasse la critique habituelle de la réification car ce que l'homme

* Günther Anders, *L'Obsolescence de l'homme, sur l'âme à l'époque de la deuxième révolution industrielle*, coédition Encyclopédie des nuisances/Ivrea (traduit par Christophe David), 2002.



moderne considère comme un déshonneur, ce n'est plus d'être « chosifié » mais de ne pas l'être. Cette honte tiendrait aussi à une véritable dépossession par rapport à « nos » productions. Car ce n'est pas « nous » qui avons fabriqué ces objets dont nous nous servons, nous ne comprenons même plus comment ils fonctionnent, nous sommes devenus incapables individuellement de les reproduire et de les réparer. Ce monde des objets ne peut être tout-puissant que si nous sommes nous-mêmes impuissants. Nous ne comprenons même plus les traitements que subit l'eau que nous buvons... alors pourrions-nous espérer comprendre les nanotechnologies, les sciences cognitives ? Cette complexité technoscientifique fait de nous des enfants perdus dans un monde adulte.

Interchangeable

Ce processus de dépossession avait d'ailleurs déjà commencé bien auparavant avec notamment une division du travail qui aboutit à ce que la fabrication soit décomposée en actes isolés. Ce « travail en miettes » ne pose pas problème seulement dans une société capitaliste mais en lui-même : il interdit de singulariser les produits comme le permettait le travail artisanal. Le produit ne laisse plus voir le travail et les aptitudes des ouvriers. L'homme moderne non seulement accepte sa propre réification (métro-boulot-McDodo), mais finit par passer dans le camp des instruments, bref par trahir sa cause : il accepte la supériorité de la technoscience et de ses objets, il accepte d'être mis au pas.

Anders nous pousse à nous interroger sur cette honte : l'être humain considère de plus en plus sa non-chosification comme un défaut. Songeons à la demande aujourd'hui en matière de dopage physique ou mental. Songeons à ce que signifie ce besoin de développement personnel pour augmenter son moi. L'homme serait convaincu d'être non seulement inférieur à la machine au regard de ses possibilités mais aussi (et c'est plus nouveau) au regard de son regret d'être périssable. L'humanité reste exclue en effet de la « réincarnation industrielle » puisque chaque humain se considère encore comme singulier (unique) dans un monde où l'interchangeabilité est la norme. La société fait pourtant son possible en développant le mépris, en privant les individus de reconnaissance, en ne cessant de leur rappeler que personne n'est irremplaçable, en généralisant les fiches de postes qui taylorisent toute activité humaine, y compris le travail intellectuel, y compris le sourire. Notre homme moderne regrette déjà de ne pas être produit en série... ce qui fait le bonheur des sectes qui méritent bien à cet égard le qualificatif de « laboratoire du futur ». L'homme ne tirerait donc plus de fierté de sa singularité, c'est-à-dire de son caractère mortel. D'où la fixation, c'est-à-dire de sur le « capitalisme expérientiel » cher à la sociologie mercenaire, sur l'iconomanie (avec son culte des photos, avec ses films familiaux) ou sur ces blogs qui sont autant de façons de conjurer le fait qu'on ne vive qu'une seule fois, qu'on doive disparaître. Dans les cours de marketing ne dit-on pas *a contrario* que les grandes marques seraient immortelles ? Ce qui n'était au départ qu'un jugement ponctuel et raisonné face à la perfection des objets, face aussi à des machines dotées de capacités surhumaines, devient très vite un sentiment collectif et spontané qui se trouve rapidement naturalisé et donc légitimé. L'homme moderne

est celui qui est intimidé par la toute-puissance de la machine. Songeons à ces discussions sans fin sur les miracles de la technologie (informatique, automobile, etc.).

Humiliation

L'homme va désertier son camp en adoptant le point de vue et les critères des objets. Il se méprise maintenant comme les choses elles-mêmes le mépriseraient si elles le pouvaient. G. Anders insiste beaucoup sur la souffrance ontologique qui en résulte. Cet individu finit par s'humilier devant ses propres créations en cherchant à gagner (ou à perdre ?) face à un ordinateur programmé pour « jouer » aux échecs ou en rivalisant avec des objets grâce à des appareillages (qui le rendent plus fort) ou en utilisant des drogues... Cette honte prométhéenne serait donc ce qui pousse tant d'humains à pratiquer des sports extrêmes, ou à se livrer à des conditions extrêmes de survie ou à pratiquer des jeux dangereux, ou encore à ces nouvelles formes d'alcoolisation des jeunes qui seraient autant de formes d'ordalie.

Autant de signes qui montrent une humanité incapable de se résigner à son infériorité, incapable d'accepter le caractère borné de son corps, cherchant à savoir, tels les médecins nazis, jusqu'à quel point sa nature physique (et parfois psychique) peut subsister en dépassant les limites. Anders expliquait que l'étape suivante serait la production d'un « *human engineering* », seule posture rendant l'humanité capable d'échapper à sa position de saboteur de ses propres instruments. Cet « *human-engineering* » serait à la fois « *présomptueux et modeste* », « *porté à l'hybris et soumis* », c'est pourquoi Anders parle d'une « *présomptueuse auto-humiliation* » et d'une « *soumission animée par une volonté d'hybris* », rapport contradictoire qui est bien le nôtre. Nous en avons mille indices chaque fois que nous entendons dire que nos machines nous dépassent, chaque fois que nous redoutons que l'homme utilise mal ses propres créations, chaque fois qu'il est décidé de remplacer la décision humaine par celle de la machine...

Ce *human-engineering*, nous y sommes, avec la culture des cyborgs, avec l'homme pharmaceutique. Le corps humain doit être travesti : un corps nu ne serait plus un corps dénudé mais non travaillé, un corps qui se refuserait (encore) comme « fashionable », « chirurgicable ». Cette mise en scène du corps ne serait plus conforme au fonctionnement habituel de la parure : il ne s'agirait plus d'améliorer la beauté du corps vivant mais de donner au corps la beauté des choses fabriquées, avec en arrière-plan le besoin de rappeler que l'homme serait une construction défectueuse (« *faulty construction* ») puisqu'il serait inférieur à la machine sous le rapport de la force, de la vitesse, de la précision, de la résistance, de la souplesse, etc. Notre corps est les mêmes que celui de nos parents, que celui de nos ancêtres. Celui du constructeur de fusée se distingue peu ou pas de celui de l'homme des cavernes. Du point de vue du monde des objets, l'humanité est en effet inférieure. L'homme devient une menace pour ses projets. Il n'est pas (ou plus) à la hauteur. Il est le saboteur de ses propres réussites. Il doit donc céder la place aux *human-engineering*, aux transhumains, aux posthumains. Face à cela, le combat ne serait-il pas déjà de redévelopper un point de vue humain sur l'humanité ?

« Nicolas, qu'est-ce qu'on peut faire ? »
Audrey Pulvar, journaliste

« Nous ne devons pas avoir peur de la mort. C'est la brièveté de notre vie qui est la ressource qui nous amène à privilégier l'essentiel. Nous avons besoin de l'énergie créative de la vie. Nous faisons partie d'une espèce qui a un Ministère à mener : transformer du soleil en conscience » (applaudissements). » **Patrick Viveret**

« Il faut passer du pessimisme de l'intelligence à l'optimisme de la volonté ; il faut changer d'échelle ; il faut reprendre la main ; passer à la vitesse supérieure ; ouvrir notre imaginaire jusqu'aux frontières de l'utopie (applaudissements nourris). Il y a un désarroi qui doit être cultivé pour rendre l'utopie réalisable. Il faut procéder à des renoncements consentis, il faut suspendre les rêves de grandeur et de conquête, hiérarchiser entre le vital et le superflu. » (applaudissements).. » **Nicolas Hulot**

« Nicolas, comment fait-on pour écrire le Chapitre 2 ? »
Audrey Pulvar

« La Terre, notre seule patrie, va mal. 850 000 personnes ont soutenu le Pacte écologique. L'humanité est un peu comme dans un fleuve en cru. » **Nicolas Hulot**

« Nous nous attelons à la construction d'un universel, d'une citoyenneté terrienne. »
Patrick Viveret

« Il faut réformer notre façon de penser. Je prône la résurrection de l'espérance. » (applaudissements)
Edgar Morin

« Osons un nouveau monde. Nous sommes dans un temps de mobilisation des énergies créatives pour mettre en œuvre le principe d'espérance dont parle Edgar Morin. » **Nicolas Hulot**

« Il n'y a qu'une guerre à faire aujourd'hui sous ce même drapeau [celui de la Terre]. » (applaudissements)
Pascal Obispo, chanteur, pilote auto-moto

« On lance des sondes dans l'espace, on se rend compte que la vie n'est pas la norme, elle est exception. Nous sommes Conscience dans cette exception. Il est temps de redonner du sens à cette conscience. » **Nicolas Hulot**

« Je remercie ceux qui nous donnent les moyens d'agir : L'Oréal, EDF, TF1, Ibis... » **Nicolas Hulot**

Merci à Nadia Djabali, journaliste à Témoignage Chrétien, pour l'autorisation de reproduire des passages de son article « Environnement sans le social - Nicolas Hulot : le télé évangéliste de l'écologie » (16-6-2009) publié par le site Basta!